



Syndicat CGT UFICT
Métropole Lyon

LE SOCIAL, LE MEDICO-SOCIAL,

LANCENT UN SOS !

Qui sommes-nous ?

Assistantes sociales, Éducateurs
spécialisés, Moniteurs éducateurs,
AMP, Maitresse de maison,
Aides-soignants,
Moniteur d'atelier,
Personnels administratifs
et d'entretien

Vous nous connaissez :

Tout le monde a affaire à nous à un moment de sa vie.

Nous travaillons dans les foyers de l'aide sociale à l'enfance, foyers de vie ou d'hébergement, dans des accueils de jour pour personnes âgées, ou handicapées, dans l'insertion, dans les hôpitaux, dans les centres communaux d'action sociale (CCAS), maison de la métropole et des solidarités.

Nous sommes employé-es par la métropole, les MDPH, les mairies, l'état, le réseau associatif...

**Notre secteur représente en France plus de 800 000 salariés,
et pourtant les médias ou la presse ne parlent jamais
de notre secteur d'activité.**

Nous avons pour missions:

- De protéger les enfants maltraités, de leur apporter l'équilibre, la sécurité affective et physique dont ils ont besoin.

Plus d'un an pour qu'un enfant en danger bénéficie d'une mesure éducative.

Des enfants restent un an en centre d'accueil d'urgence prévu à l'origine pour des séjours d'une semaine.

En France en 2018, il manquait 30 000 places en structure pour des enfants handicapés.

6 mois de réclamations pour renouveler un lave-vaisselle en foyer de vie!

- Intervenir au quotidien auprès d'un public en difficulté sociale, en situation de handicap, ou atteint de troubles autistiques, et de personnes qui nécessitent des soins. Notre rôle est de les aider à s'épanouir dans leur vie quotidienne, sociale, leur scolarité, leur travail, leur loisirs...

40% des femmes qui quittent le domicile conjugal suite aux violences de leur conjoint se retrouvent sans solution de logement

- Proposer de l'aide et des solutions aux femmes battues.

En 2020 à Lyon, 14 000 demandes d'hébergement enregistrées par la Maison de la veille sociale (MVS) sont restées sans solution.

- Intervenir auprès des personnes vulnérables. Nous tentons de trouver des solutions d'hébergement pour les personnes sans domicile fixe.

Le plus souvent on leur propose un accueil temporaire à l'hôtel et de plus en plus de jeunes mineurs ne reçoivent pas d'autre proposition que la rue !!!

- Nous avons également pour missions d'intégrer, d'insérer des mineurs ou jeunes adultes venus de pays étrangers en guerre ou en misère économique.

- Nous avons aussi à gérer les ouvertures de droits des autres administrations. Nous sommes «porte d'entrée» vers les structures spécialisées et associatives pour toute famille ou individu en difficulté dans le quotidien.

FAUTE DE MOYENS, LE SOCIAL EST EN DANGER

Les directives ne sont pas du tout basées sur les besoins de la population mais sur le fait de faire des économies !!! Nous manquons de personnels, les salariés absents ne sont pas remplacés, les salariés sont moins formés.....pour être moins payés .Eclatement des collectifs de travail (plus de réunion d'équipe complète pour penser la cohérence des accompagnements).

PIRE! Avec beaucoup d'hypocrisie on fait appel à des bénévoles ou à la « solidarité » pour pallier aux manques...C'est le retour de la charité publique! « A vot'bon cœur m'sieur dames !!!»

**Mais le social, c'est des droits reconnus par la loi.
NOUS (usagers) AVONS DES DROITS
QUE L'ETAT NE RECONNAIT PLUS
ET NE RESPECTE PAS!**

- Manque de places en structure d'hébergement, dans le social, le handicap et la psychiatrie....
- Absence de professionnel à qui parler
- Des délais de plusieurs mois pour obtenir des réponses, une place en foyer, ou quelques heures d'accompagnement dans une structure

Et les salariés ?

Dégradation des conditions de travail! Salaires bloqués depuis plus de 20 ans !!

Lors de la crise Covid, c'est en silence que nous avons continué nos missions parfois au détriment de notre santé et celle de nos familles. Nos collègues de la fonction publique hospitalière ont obtenu 183€ net par mois de complément de salaire (Ségur) :

pourquoi pas nous?

Voici ce que nous demandons:

- Arrêt des restructurations, des suppressions de places et des fermetures de lits
- Des budgets à la hauteur des besoins et arrêt des financements SERAFINPH et de la T2A
- Ouverture de places dans le social, sanitaire et médico-social et ouverture de lits dans la santé
- Création de 400 000 embauches sur des statuts pérennes et contrats CDI (100 000 pour le social et médico-social, 100 000 pour la santé et 200 000 pour les EHPAD)
- Pour l'amélioration des conditions de travail,
- Amélioration des conditions d'accueil en partant des besoins des personnes (approche globale) pour redonner du sens à notre travail
- Revalorisation salariale d'au moins 300€ et la transposition des 183€ pour toutes et tous PRIVE-PUBLIC
- Pour un grand service public d'action-sociale et de santé

Contre **La dégradation**
considérable

des conditions de travail

et

d'accompagnement du public

Nous Serons dans la rue

**Le 27 janvier
et le 1^{er} février**

VENEZ NOUS SOUTENIR!